

# Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

**EMMANUELLE MAITRE**  
*Observatoire sous la direction de*  
**BRUNO TERTRAIS**

**FONDATION**  
*pour la* **RECHERCHE**  
**STRATÉGIQUE**



## SOMMAIRE

<b>AVANT-PROPOS</b> .....	<b>3</b>
<b>VEILLE</b> .....	<b>4</b>
1. <b>Russie</b> .....	<b>4</b>
2. <b>Inde</b> .....	<b>4</b>
3. <b>Corée du Nord</b> .....	<b>4</b>
<b>QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES</b> .....	<b>5</b>
1. <b>Publication de la Nuclear Posture Review</b> <b>Par Emmanuelle Maitre</b> .....	<b>5</b>
2. <b>Carnegie Nuclear Policy Conference, 26-28 octobre 2022, Washington</b> <b>Par Astrid Chevreuil, MAEE, membre du RNS-NG</b> .....	<b>8</b>
<b>QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES</b> .....	<b>13</b>
1. <b>Nouvelle loi sur le nucléaire en Corée du Nord</b> <b>Par Antoine Bondaz</b> .....	<b>13</b>
<b>PUBLICATIONS ET SEMINAIRES</b> .....	<b>17</b>
1. <b>Populisme et dissuasion</b> <b>Par Bruno Tertrais</b> .....	<b>17</b>
2. <b>L'avenir de la dissuasion élargie</b> <b>Par Bruno Tertrais</b> .....	<b>18</b>
<b>CALENDRIER</b> .....	<b>19</b>

Novembre 2022

## AVANT-PROPOS

---

La publication de la *Nuclear Posture Review*, après plusieurs mois d'attente, constitue la principale actualité de ce mois-ci. Ce bulletin revient sur les circonstances qui ont présidé à sa présentation dans le cadre de la Conférence nucléaire de la Carnegie, à Washington. Il donne également un aperçu des réactions formulées aux États-Unis et à l'étranger sur ce texte important.

Alors que la Corée du Nord a publié en septembre une nouvelle loi sur sa politique nucléaire, ce bulletin en propose une interprétation et une traduction en français.

Enfin, il évoque un débat sur la question du lien entre populisme et dissuasion, d'une part, suite à une série de publications sur le sujet, et d'autre part, il recense un commentaire récent sur la solidité de la dissuasion élargie.

*Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.*

# VEILLE

---

## 1. Russie

**3 novembre 2022** : Tir d'un SS-N-32 [Bulava](#) depuis le SNLE Généralissime Souvorov<sup>1</sup>.

**28 novembre 2022** : annonce par Moscou du [report des consultations](#) russo-américaines sur le traité New Start<sup>2</sup>.

## 2. Inde

**23 novembre 2022** : essai réussi de l'IRBM [Agni-3](#) depuis A.P.J. Abdul Kalam Island<sup>3</sup>.

## 3. Corée du Nord

**2 novembre 2022** : tirs de sept [SRBM](#)<sup>4</sup>.

**3 novembre 2022** : [tirs](#) de 2 SRBM et d'un ICBM, potentiellement dérivés du Hwasong-15<sup>5</sup>.

**5 novembre 2022** : tir d'un [SRBM](#)<sup>6</sup>.

**9 novembre 2022** : tir d'un [SRBM](#)<sup>7</sup>.

**17 novembre 2022** : tir d'un [SRBM](#)<sup>8</sup>.

**18 novembre 2022** : essai de [l'ICBM](#) Hwasong-17<sup>9</sup>.

---

<sup>1</sup> Parth Satam, « Russian Nuclear Submarine Successfully Test-Fires Bulava Ballistic Missile Amid Tensions with NATO », *The Eurasian Times*, 7 novembre 2022.

<sup>2</sup> « Russia postpones Cairo talks with U.S. under New START nuclear treaty », *Reuters*, 28 novembre 2022.

<sup>3</sup> « India test fires Agni-3 nuclear capable ballistic missile », *The Hindu*, 24 novembre 2022.

<sup>4</sup> Tianran Xu, Katsuhisa Furukawa, Elin Bergner, Kristiana Nitisa, « Escalating Tensions on the Korean Peninsula », *Open Nuclear Network*, 11 novembre 2022.

<sup>5</sup> Op. cit.

<sup>6</sup> Choe Sang-Hun, « North Korea Launches More Missiles, and U.S. Bombers Fly Over the South », *The New York Times*, 5 novembre 2022

<sup>7</sup> « North Korea fires ballistic missile: Japan gov't », *Kyodo News*, 9 novembre 2022.

<sup>8</sup> Yoonjung Seo, Gawon Bae and Kathleen Magramo, « North Korea warns US of fiercer military action, tests short-range missile », *CNN*, 17 novembre 2022.

<sup>9</sup> Gawon Bae, Junko Ogura, Brad Lendon, Rhea Mogul and Larry Register, « North Korea claims Friday's launch was a new kind of intercontinental ballistic missile », *CNN*, 18 novembre 2022.

## QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

---

### 1. *Publication de la Nuclear Posture Review*

Par Emmanuelle Maitre

Près de six mois après la finalisation de la *Nuclear Posture Review* (NPR), l'administration Biden a enfin déclassifié le texte, qui est intégré directement dans la *National Defense Strategy* (NDS)<sup>10</sup>. Si la NPR de l'administration Biden est assez conforme à ce qui en était attendu, les réactions suite à cette publication ont elles aussi présenté peu de surprises. Comme l'analyse Robert Einhorn, le document est avant tout un texte centriste « *mainstream* », et en conséquence, il a été globalement soutenu par les voix modérées, tout en recevant des critiques des conservateurs ou des libéraux les plus radicaux<sup>11</sup>. Par ailleurs, sa publication, six mois après l'achèvement de la version classifiée, a été relativement étouffée par l'actualité nucléaire dominée à l'international par les menaces russes et la guerre en Ukraine, et aux États-Unis par les élections de mi-mandat tenues quelques jours plus tard.

De fait, il est noté régulièrement que la NPR, et la NDS de manière large, est fortement influencée par les événements de l'année, même si un peu paradoxalement les commentateurs reconnaissent aussi qu'elle reprend des tendances de fond<sup>12</sup>. Que ce soit au niveau politique ou sur le plan des programmes d'armement, les marges de manœuvre de l'administration semblaient restreintes, avec peu de possibilités concrètes de progresser en matière de maîtrise des armements ou de revoir la doctrine en profondeur dans le contexte actuel. La grande majorité des observateurs s'accordent donc sur la continuité notable avec le document publié par l'administration Trump, certains notant éventuellement la rupture avec les aspirations de l'administration Obama, dont l'objectif était de réduire le rôle des armes nucléaires dans la stratégie américaine<sup>13</sup>.

Côté conservateur, des anciens responsables de l'administration Trump ou des experts républicains ont apprécié la manière dont la NPR dépeint l'environnement stratégique et l'évaluation de la menace

---

<sup>10</sup> National Defense Strategy, [Département de la Défense](#), 27 octobre 2022.

<sup>11</sup> The 2022 National Defense Strategy: A conversation with Colin Kahl, [Event](#), Brookings, 4 novembre 2022.

<sup>12</sup> Jon Wolfstahl, in Biden's Nuclear Policy: The Good, The Bad, The Ugly, Press the Button, [Podcast](#), Ploughshares Fund, 31 octobre 2022.

<sup>13</sup> Eric Schmitt, David Sanger et William Broad, « Pentagon's Strategy Says China and Russia Pose Very Different Challenges », [The New York Times](#), 27 octobre 2022.

chinoise et russe<sup>14</sup>. Ainsi, il est noté avec satisfaction que le document admet que les actions de la Chine et de la Russie augmentent le rôle joué par les armes nucléaires en matière de sécurité internationale<sup>15</sup>, alors que dans le camp « libéral », on estime que la NPR ignore le rôle propre joué par les États-Unis dans ces dynamiques négatives, en particulier le fait que les investissements en matière de défense antimissile conduisent la Chine – à tort ou à raison – à augmenter son arsenal nucléaire<sup>16</sup>. Pour certains, la NPR fait preuve « d'une naïveté choquante » en ne considérant pas justement que la politique américaine aura des conséquences sur la Chine et la Russie, et que ces deux pays risquent de poursuivre leurs investissements déstabilisants pour Washington en « réponse » à la NPR<sup>17</sup>.

Au vu de ce diagnostic, si beaucoup d'observateurs jugent que les capacités requises par la NPR sont cohérentes avec l'analyse du paysage stratégique, là encore, quelques désaccords s'observent chez les commentateurs les plus « faucons » ou à l'inverse les plus progressistes.

Ainsi, l'ancien membre de l'administration Trump, Robert Soofer déplore que la NPR abandonne certaines options qui auraient pu être utiles pour renforcer la dissuasion américaine contre deux compétiteurs stratégiques de premier plan<sup>18</sup>. Sans surprise, le regret principal reste l'annulation déjà annoncée par l'administration Biden<sup>19</sup> du programme de missile de croisière naval à tête nucléaire (SLCM-N)<sup>20</sup>. Certains notent que bien que l'utilité militaire de ce système n'était pas avérée, l'annuler à ce moment envoie un signal négatif sur le soutien de Washington à ses alliés asiatiques. Dans la même veine, on relève aussi l'idée selon laquelle il est inopportun d'affirmer vouloir réduire le rôle joué par les armes nucléaires dans le contexte actuel, d'une part, ou de supprimer l'affirmation selon laquelle l'arsenal nucléaire américain doit également conserver des capacités en réserve pour se prémunir d'évolutions futures négatives (« *hedging* »).

Dans le camp conservateur, des réflexions ont également été poursuivies autour de la meilleure manière de dissuader deux compétiteurs stratégiques<sup>21</sup>. Là encore, certains notent que le diagnostic de l'administration démocrate est juste, mais qu'il aurait fallu davantage explorer les implications pour

---

<sup>14</sup> What's the future of US nuclear strategy? Top officials dissect the Biden administration's plans, événement, [Atlantic Council](#), 3 novembre 2022.

<sup>15</sup> Tom Karako, cité par Teresa Hitchens, « Nuclear, missile defense reviews target increasing Russian, Chinese threats », [Breaking Defense](#), 27 octobre 2022.

<sup>16</sup> Jon Wolfstahl, op. cit.

<sup>17</sup> Lisbeth Gronlund, « The new US nuclear posture review is a major step backward », [The Bulletin of the Atomic Scientists](#), 4 novembre 2022.

<sup>18</sup> The 2022 National Defense Strategy: A conversation with Colin Kahl, op. cit.

<sup>19</sup> Statement of Administration Policy, [Executive Office of the President](#), Office of Management and Budget, 18 octobre 2022.

<sup>20</sup> Tom Karako, op. cit.

Pour rappel, l'opportunité de redévelopper les SLCM-N fait l'objet de débats durables et continus aux États-Unis. Le projet, qui vise à doter des sous-marins nucléaires d'attaque et certains navires de surface de l'US Navy avec des missiles de croisière munis d'une tête nucléaire de faible puissance, est confronté au débat suivant. Du point de vue stratégique, il pourrait concourir au risque d'escalade du fait de la difficulté à le discriminer d'un missile conventionnel, et du point de vue opérationnel, il réduit mécaniquement la capacité d'emport conventionnel d'un navire.

Voir Solène Meyzonnade et Emmanuelle Maitre, « Annulation du SLCM-N : débats et enjeux », [Bulletin n°98](#), Observatoire de la dissuasion, FRS, mai 2022.

<sup>21</sup> John Harvey, Franklin Miller, Keith Payne, Bradley Roberts et Robert Soffer, « Assessing the Biden 2022 Nuclear Posture Review », [Real Clear Defense](#), 16 novembre 2022.

l'arsenal, en particulier se demander s'il est utile d'envisager une augmentation de l'arsenal en fonction du nombre de cibles potentielles identifiées sur le territoire de ces deux adversaires. Si les experts conservateurs n'appellent pas unanimement à une augmentation numérique de l'arsenal à ce stade, il semble en revanche y avoir un consensus sur le fait que la NPR rejette peut-être trop rapidement cette possibilité<sup>22</sup>.

Du côté des progressistes, les experts se félicitent de l'abandon du programme SLCM-N, du retrait de la B-83<sup>23</sup>, et de la décision de ne plus inclure la notion d'armes maintenues en réserve stratégique (« *hedging* »), qui ouvre la porte à des réductions des stocks dans le futur. Ils accueillent favorablement le ton moins agressif qu'en 2018, la reconnaissance du rôle de la maîtrise des armements<sup>24</sup> et l'importance donnée aux questions de non-prolifération, de sécurité et de sûreté nucléaire<sup>25</sup>. Logiquement là encore, des voix se sont fait entendre pour critiquer la décision présidentielle de ne pas retenir une politique de non-emploi en premier ou de « *sole purpose* », le maintien des têtes W76-2 de puissance réduite sur les SLBM et l'absence de l'engagement pris par l'administration Obama de ne pas développer de nouvelles armes<sup>26</sup>. Si certains jugent que dans ce contexte, la NPR est une opportunité manquée, d'autres l'accusent d'être un « document terrifiant », qui en poursuivant des politiques et des programmes d'armement hérités de la Guerre froide, augmente le risque nucléaire<sup>27</sup>. En particulier, il est noté que la crise de l'ordre nucléaire actuelle, et l'utilisation par la Russie de son arsenal nucléaire à des fins de coercition, auraient dû engendrer une réflexion sur la contribution réelle des armes nucléaires à la sécurité globale<sup>28</sup>.

En réponse à ces remarques, des voix pointent que la NPR vise à remplacer des systèmes obsolètes, et ne s'inscrit nullement dans une logique de courses aux armements puisqu'elle respecte le format imposé par le Traité New Start. Elles critiquent fortement les promoteurs du désarmement nucléaire qui, selon elles, s'alignent sur les positions de la Chine et de la Russie, et présentent une vision déformée de la politique américaine<sup>29</sup>.

Principale innovation souhaitée par l'administration Biden, la présentation du concept de « dissuasion intégrée » a reçu des échos mitigés. Aucun commentateur ne la critique directement, mais certains estiment que le concept n'apporte rien de neuf et se base sur la stratégie américaine classique<sup>30</sup>.

---

<sup>22</sup> The 2022 National Defense Strategy: A conversation with Colin Kahl, op. cit.

<sup>23</sup> Andy Weber, [Twitter](#), 3 novembre 2022.

<sup>24</sup> Hans Kristensen et Matt Korda, « The 2022 Nuclear Posture Review: Arms Control Subdued By Military Rivalry », [Strategic Security](#), FAS, 27 octobre 2022.

<sup>25</sup> Ernest Moniz et Sam Nunn, « NTI Statement on the 2022 Nuclear Posture Review », [NTI](#), 28 octobre 2022.

<sup>26</sup> Lisbeth Gronlund, op. cit.

<sup>27</sup> Stephen Young, « The Failures of Biden's Nuclear Posture Review », [The Equation](#), Union of Concerned Scientists, 27 octobre 2022.

<sup>28</sup> Lisbeth Gronlund, op. cit.

<sup>29</sup> Peter Huessy, « Biden's Nuclear Posture Review Is Not Stoking an Arms Race », [National Interest](#), 2 novembre 2022.

<sup>30</sup> Tom Nichols, « The Nuclear Question America Never Answers », [The Atlantic](#), 1<sup>er</sup> novembre 2022.

D'autres dénoncent des « clichés » et un manque de créativité et d'ambition<sup>31</sup>, qui fait usage d'expressions à la mode (« *buzzwords* ») tout en restant confus<sup>32</sup>.

À l'étranger, les réactions suite à la publication de la NPR ont été peu nombreuses, avec quelques exceptions notables. Tout d'abord, le gouvernement japonais a indiqué « soutenir fortement » la NPR, partager l'analyse de l'environnement de sécurité de l'administration Biden et apprécier la position des États-Unis sur le désarmement et la non-prolifération<sup>33</sup>. Quelques commentateurs indiens ont eu une analyse plutôt positive de texte, en particulier de son timing<sup>34</sup> et de ses précisions sur la doctrine<sup>35</sup>.

À l'opposé du spectre, Beijing a constaté « la réorientation éhontée » de la politique nucléaire américaine en opposition à la Chine, et a dénoncé aux Nations Unies l'abaissement du seuil nucléaire par Washington et l'augmentation du risque de conflit nucléaire en découlant<sup>36</sup>. Un commentateur pakistanais a critiqué la volonté américaine de disposer d'une supériorité technologique sur tous les domaines et le manque d'engagements dans le domaine du désarmement, notant que la NPR 2022 « *aura des implications sur les politiques nucléaires des autres États disposant d'armes nucléaires et confrontés à des menaces aiguës* »<sup>37</sup>.

Attendue pendant de long mois, la NPR 2022 n'a donc pas suscité de réactions très marquées, sans doute parce que ses grandes lignes avaient déjà été dévoilées depuis le mois de mars. Beaucoup constatent son caractère réactif à l'environnement international. Aux États-Unis, plusieurs observateurs ont salué la préservation d'un consensus bipartisan sur la politique nucléaire, alors qu'à l'international, le processus de consultation, sur lequel les responsables de l'administration ont largement insisté, a été apprécié. Reste à voir dans quelle mesure le Congrès validera ses grandes orientations programmatiques, et en particulier supportera l'annulation du programme SLCM-N qui oppose depuis le début de l'année l'administration aux législateurs.

## 2. *Carnegie Nuclear Policy Conference, 26-28 octobre 2022, Washington*

Par Astrid Chevreuil, MAEE, membre du RNS-NG

La *Carnegie Nuclear Policy Conference* se tient tous les deux ans et fait figure de grand moment pour la communauté stratégique et les acteurs de la maîtrise des armements et de la non-prolifération.

---

<sup>31</sup> Fred Kaplan, « Is Biden Going to Keep Wasting America's Money on New Nukes? », [Slate](#), 28 octobre 2022.

<sup>32</sup> Experts React: The Biden Administration's National Defense Strategy, [Stimson Center](#), 2 novembre 2022.

<sup>33</sup> Release of the U.S. Nuclear Posture Review (NPR), Statement by Foreign Minister HAYASHI Yoshimasa, Press Release, [Ministry of Foreign Affairs of Japan](#), 28 octobre 2022.

<sup>34</sup> Harsh Pant et Vivek Mishra, « A check over of the U.S.'s much anticipated National Security Strategy », [The Hindu](#), 31 octobre 2022.

<sup>35</sup> Manoj Joshi, « What the 2022 US National Defence Strategy reveals about the international security scenario », [ORF](#), 1<sup>er</sup> novembre 2022.

<sup>36</sup> Remarks by H.E. Amb. LI Song on the 2022 Nuclear Posture Review of the United States at the 77<sup>th</sup> Session of the UNGA First Committee, Permanent Mission of the People's Republic of China to the UN, 28 octobre 2022.

<sup>37</sup> Zafar Khan, US Nuclear Posture Review 2022, [The Tribune](#), 9 novembre 2022.



Après une dernière édition virtuelle, la session 2022 s'est tenue en format virtuel dans un contexte mécaniquement marqué par la guerre en Ukraine.

► *Une conférence marquée par la guerre en Ukraine*

La session d'ouverture intitulée « *La guerre en Ukraine peut-elle se terminer sans un emploi de l'arme nucléaire ?* » a été l'occasion de riches débats sur la doctrine nucléaire russe et les probabilités d'emploi de l'arme nucléaire. L'ensemble des panélistes s'est accordé pour dire que l'utilisation d'armes nucléaires ne semblait pas probable à court terme, mais qu'elle n'était pas totalement écartée. Selon Kori Schake, il faut montrer à la Russie qu'un éventuel emploi est surveillé par des moyens de renseignement, découragé par tous les moyens diplomatiques et militaires et que, s'il advenait malgré tout, il serait sanctionné très fortement par une ostracisation de la communauté internationale et des poursuites des dirigeants russes. Pour Patrick Porter, les puissances occidentales devraient s'appuyer sur la Chine et l'Inde pour passer des messages à la Russie, et elles devraient également se préparer à diminuer leurs livraisons d'armes pour que les risques d'escalade diminuent. Polina Sinovets a pour sa part estimé que le concept d'« extension territoriale » est clé pour comprendre les objectifs russes, et pourrait justifier des agressions russes au-delà de l'Ukraine, en Géorgie par exemple. Elle a noté en outre que le risque d'un emploi d'arme nucléaire pourrait augmenter au printemps, si la guerre n'est pas terminée, car les avancées ukrainiennes pourraient faire craindre à V. Poutine une reprise de la Crimée.

Lors de la session intitulée « *Tick, Tock, Boom ? La prise de décision présidentielle lors d'une attaque nucléaire* », Chris Ford a mis en exergue que la préparation du Président américain sur les questions nucléaires est importante et régulière, ce qui permet de limiter les biais de personnalité (aversion au risque), et donne un poids important aux informations et recommandations qui sont éventuellement données en situation réelle. Il a également insisté sur le fait que la résilience des systèmes de C2 rendait la composante terrestre américaine moins vulnérable que pendant la guerre froide. Alexey Arbatov a souligné que le processus de décision russe a très peu été modifié depuis l'ère soviétique : *a priori*, trois personnes sont en possession des clés et des « valises » permettant de délivrer l'ordre nucléaire, et la décision finale est exclusivement prise par le Président russe. La différence majeure entre l'époque soviétique et aujourd'hui tient au fait que la prise de décision est moins collective qu'en URSS, car l'équipe qui entoure V. Poutine est dans une relation plus hiérarchique. A. Arbatov a également insisté sur le temps de réaction plus court, côté russe, pour décider d'un éventuel emploi d'armes stratégiques, car les ICBM sol-sol composent 70% de l'arsenal total et qu'une neutralisation de ces forces fait peser un risque de diminution de la capacité de seconde frappe.

Le Directeur général de l'AIEA, Rafael Grossi a fait le déplacement à Washington juste après son audition devant le Conseil de sécurité de l'ONU dans le cadre d'auditions au sujet des allégations russes de risque d'emploi d'une « bombe sale » en Ukraine. Son témoignage et l'échange avec la salle ont été l'occasion de valoriser les activités de l'AIEA dans le cadre du conflit en Ukraine, mais également au-delà.

► *Concomitance de la sortie de la NPR*

Les revues stratégiques américaines, dont la *Nuclear Posture Review*, sont sorties le jour de l'ouverture de la conférence. Une session spéciale avec trois représentants de l'administration américaine, Richard Johnson (Département de la Défense), Alexandra Bell (Département d'État) et Corey Hinderstein (Département de l'Énergie) a permis de présenter les grands axes de cette revue, en particulier le rappel du rôle fondamental et unique de la dissuasion nucléaire dans la stratégie de défense américaine et les choix capacitaires en matière de modernisation nucléaire. Les trois officiels ont également insisté sur les ambitions qui demeurent en matière de désarmement et de maîtrise des armements, devant permettre à plus long terme d'envisager la réduction du rôle du nucléaire dans la stratégie de défense des États-Unis.

La session sur le « *Futur de la maîtrise des armements* », lors de laquelle intervenait la Sous-secrétaire d'État pour la maîtrise des armements, Bonnie Jenkins, ainsi que la Sous-secrétaire à l'Énergie pour la sécurité nucléaire, Jill Hruby, a été l'occasion d'annoncer le lancement de l'initiative « *Arms Control Avancement* ». Cette initiative a pour objectif d'augmenter substantiellement le financement de la recherche et de la formation dans le domaine de la maîtrise des armements, aux États-Unis, et en partenariat avec des alliés et partenaires. À ce titre, les moyens de vérification et de détection alloués à la *National Nuclear Security Administration* ont été doublés en 2022.

► *Plusieurs approches du désarmement*

La session au titre évocateur de « *Poles Apart: Deterrence or Disarmament after the Russo-Ukrainian War?* » a permis de confronter plusieurs lectures de la place de la dissuasion dans le contexte actuel, et sur les conclusions à en tirer en matière de désarmement nucléaire. La chercheuse ukrainienne Mariana Budjeryn a présenté un constat en demi-teinte : si la dissuasion est ce qui empêche une extension du conflit ukrainien au reste du continent européen, l'agression d'un État non-doté, qui avait renoncé à son statut dénucléarisé, par un État doté, envoie un signal négatif à la communauté internationale et risque de favoriser la prolifération nucléaire. Le diplomate autrichien et promoteur du TIAN, Alexander Kmentt, a estimé que la guerre en Ukraine est un révélateur des fragilités de la dissuasion, et montre que les États dotés ne peuvent pas continuer à faire reposer leur sécurité sur une arme qui comporte des « risques inacceptables ». Selon lui, le fait de distinguer entre des États dotés responsables (le P3) et la Russie, par exemple, relève d'un « double standard » qui n'a pas de sens aux yeux de la majorité des États du monde. La directrice de la stratégie du CEA/DAM, Mélanie Rosselet, a estimé que la dissuasion nucléaire entre l'OTAN et la Russie a fonctionné, y compris en permettant un soutien des Alliés à l'Ukraine sans extension du conflit. Se pose néanmoins la question de la réponse à l'utilisation par une puissance nucléaire révisionniste d'une rhétorique d'intimidation nucléaire à l'appui d'une guerre conventionnelle d'agression contre un État voisin (« sanctuarisation agressive »). Dans ce contexte, si l'objectif d'un désarmement général et complet est partagé, le chemin pour y parvenir n'était pas selon elle celui du TIAN et du désarmement unilatéral de puissances nucléaires démocratiques apportant à leurs alliés des garanties de sécurité. Les stratégies de défense de nombreux États continuent de reposer sur la dissuasion, consistant à considérer l'arme nucléaire non comme une arme d'emploi mais comme une arme « politique », visant à inhiber la décision d'agression des adversaires potentiels. Le chercheur japonais Michiru Nishida a pour sa part souligné que les pays

d'Asie, en particulier le Japon et la Corée du Sud, sont attentifs à la manière dont fonctionnent les garanties de sécurité, et les réactions au chantage nucléaire (*sabre rattling*), car cela guidera probablement leurs choix en termes de non-prolifération.

Une session de discussion avec l'ambassadeur Gustavo Zlauvinen, Président de la 10e Conférence d'examen du TNP, a été l'occasion de revenir sur les raisons de la non-adoption d'un document final, en raison du blocage de la Russie, et les dynamiques à l'œuvre entre délégations à New York pendant le mois de négociation. Sans éluder les demandes croissantes de nombreux pays sur le volet « désarmement » du TNP, G. Zlauvinen a mis en avant les progrès fait dans ce domaine, malgré la difficile coordination du P5 du fait de la guerre en Ukraine, et a valorisé les avancées sur les deux autres piliers (non-prolifération et usages pacifiques de l'énergie atomique). Il a réfuté l'argument mis en avant par plusieurs personnes dans l'audience selon lequel le document final aurait de toute manière été bloqué par certains États, dont la France, en raison de désaccords sur le langage sur le désarmement, et sur le TIAN.

Une des sessions (optionnelles) portait sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires. Les panélistes, A. Kmentt, Véronique Christory, représentante du CICR et Mitchie Takeuchi, descendante d'un rescapé d'Hiroshima et activiste anti-nucléaire japonaise, ont soutenu le TIAN en raison des conséquences « potentiellement illimitées » sur la vie humaine et l'environnement d'une frappe nucléaire.

► *Nouvelles méthodes de recherche dans le domaine nucléaire*

Plusieurs sessions ont mis en lumière de nouvelles méthodes de recherche dans le domaine nucléaire, qui reposent sur des expérimentations en réalité virtuelle ou encore sur l'utilisation de données en source ouverte.

La session « *Tick, Tock, Boom ?* » susmentionnée a aussi été l'opportunité de présenter le programme d'expérimentation en réalité virtuelle de Princeton et l'Université d'Hambourg, « *The Nuclear Biscuit* », mené par Sharon K. Weiner and Moritz Kütt. Une simulation en réalité virtuelle met des participants à la place du Président des États-Unis dans une situation de prise de décision, dans un temps imparti de 15 minutes, d'emploi d'une arme nucléaire en réponse à une détection d'attaque nucléaire par un adversaire, avec trois options d'emploi. Cette expérimentation, menée jusqu'alors sur environ 200 personnes, avait pour objectif de mesurer les réactions et les motivations des choix des agents en situation de stress important, et, plus largement, de sensibiliser aux aspects « moins rationnels » de la prise de décision dans le domaine nucléaire. Deux conclusions, encore préliminaires, ressortent de l'expérience. La première est que 90% des participants finissent par opter pour un lancement de missiles nucléaires. La seconde est que les Européens ont tendance à demander des informations complémentaires de la part d'Alliés, tandis que les Américains conservent un prisme exclusivement national.

La session sur les « *Outils en sources-ouvertes pour la non-prolifération* » a été l'occasion pour Jeffrey Lewis de présenter la méthodologie de recherche mise au point au *Middlebury Institute of International Studies* à partir de sources ouvertes, qui lui a permis de déterminer le processus de fabrication des TEL portant les ICBM nord-coréens. En utilisant un logiciel de « *machine learning* » qui compare des

images de catalogues d'armement, il a remonté à l'origine chinoise des camions. Puis à partir de l'étude d'images de propagande nord-coréenne, il a trouvé le site où les TEL sont assemblés.

► *Session Young Professional Track*

La session dite des « *jeunes professionnels* » (réservée aux étudiants ou professionnels avec moins de cinq ans d'expérience) qui avait lieu la veille de la conférence officielle, a été l'occasion de discussions plus informelles, sur des sujets variés, notamment le lien entre changement climatique et le nucléaire, ou encore les questions de genre dans le nucléaire.

Une session sur la dissuasion élargie en Europe et en Asie a donné lieu à des échanges nourris du panel (Polina Sinovets, Hanna Notte, Masashi Murano et Wendin Smith) avec les auditeurs, dont certains considèrent que les avantages de la dissuasion élargie sont remis en question par la guerre en Ukraine, et qu'un des moyens les plus sûrs pour diminuer les risques stratégiques est de modifier l'environnement normatif, en particulier en rejoignant le TIAN.

Un des panels a également abordé la question de l'inclusivité raciale et de genre dans le domaine nucléaire. Animée par l'association WCAPS, fondée en 2017 par Bonnie Jenkins, cette discussion a visé à sensibiliser le public aux actions de « DEI » (*Diversity, Equity, Inclusion*), qui ont pour objectif de former et recruter des personnes issues des populations n'ayant historiquement pas été associées aux décisions prises dans le domaine nucléaire et qui sont susceptibles d'être affectées par ces décisions. Les actions de mentorats et les campagnes de sensibilisation sont aujourd'hui un des leviers principaux de WCAPS, mais l'association souhaite aussi générer des « conversations » qui sont susceptibles de faire évoluer le domaine nucléaire (un exemple donné a été celui des recherches du point de vue des populations non-occidentales ; la crise des missiles de Cuba du point de vue cubain...).

Les sessions peuvent être visionnées sur le site de la Carnegie<sup>38</sup>.

---

<sup>38</sup> [2022 Carnegie International Nuclear Policy Conference](#), 27-28 octobre 2022.

## QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

---

### 1. *Nouvelle loi sur le nucléaire en Corée du Nord*

Par Antoine Bondaz

Début septembre, à l'occasion du 74<sup>ème</sup> anniversaire de la République populaire et démocratique de Corée (RPDC), l'Assemblée populaire suprême a adopté une nouvelle loi visant à détailler la politique nucléaire et la doctrine de dissuasion du pays. Elle remplace celle adoptée en 2013 qui était bien plus courte, et dote ainsi le pays d'un document spécifique et explicite, comme les autres puissances nucléaires. S'il n'y pas de réelle surprise, cette loi vient cependant lever certaines incertitudes et apporter une plus grande clarté dans la compréhension de la doctrine du pays, notamment en matière de missions de l'arsenal, de système de commandement et de contrôle des forces nucléaires, et de frappes préemptives (la loi est traduite par l'auteur en français en annexe).

Et si le président des Affaires d'État, Kim Jong-un, a déclaré que le statut de la Corée du Nord en tant que possesseur d'armes nucléaires était « *irréversible* », qu'il n'y aura « *jamais de déclaration d'abandon des armes nucléaires ou de dénucléarisation* », et ce même si Washington maintient des sanctions pendant « *un millier d'années* », cela n'est en rien nouveau. Ce n'est que l'énième formulation par le dirigeant que le pays n'entend pas dénucléariser. Les dirigeants nord-coréens entendent à travers la multiplication des essais balistiques, courte portée comme longue portée, et l'évolution de la doctrine nucléaire être en position de force.

Premièrement, les forces nucléaires sont chargées de « *défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et les intérêts fondamentaux de l'État, de prévenir une guerre dans la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est, et d'assurer la stabilité stratégique mondiale* ». Ces « *intérêts fondamentaux* » ne sont évidemment pas définis et l'ensemble de la loi vise à légitimer une flexibilité maximale dans l'utilisation des armes. Surtout, en lien avec le discours du dirigeant d'avril 2022 sur la « *mission secondaire* » des forces nucléaires, il est précisé que si leur mission première est de dissuader une guerre, leur « *mission opérationnelle* » est de « *repousser l'agression et l'attaque des forces hostiles, et obtenir une victoire décisive en cas d'échec de la dissuasion* ». Cette évolution a été explicitement mise en pratique dans les exercices réalisés à la fin du mois de septembre, présentés par le pays comme visant à évaluer « *la dissuasion de guerre et la capacité de contre-attaque nucléaire* », et est cohérente avec l'annonce du développement d'armes tactiques et des vecteurs courte portée associés depuis plusieurs années désormais.

Le scénario de frappes nucléaires tactiques contre la Corée du Sud sans même qu'il y ait eu une attaque américaine peut également se poser. Si la loi précise que le pays n'utilise pas d'armes nucléaires contre les États n'en disposant pas, une exception est faite contre ceux qui « *participent à l'agression ou à l'attaque contre la RPDC en collusion avec d'autres États dotés d'armes nucléaires.* » L'existence même de l'alliance ROKUS fait-elle par exemple qu'en cas de frappes unilatérales de la seule Corée du Sud, dans le cadre notamment de leur stratégie dite de « Punitons et représailles massives coréennes » (KMPR), le pays s'exposerait à des frappes nucléaires nord-coréennes ? De plus, la question demeure de savoir la complémentarité de la doctrine nucléaire nord-coréenne avec des politiques coercitives sous couvert de « sanctuarisation agressive »...

Deuxièmement, le système de commandement et de contrôle des forces nucléaires est explicité par rapport à la loi de 2013, notamment concernant la pré-délégation de l'autorité de lancement. Si le président des Affaires d'État a tous « *les pouvoirs décisifs concernant les armes nucléaires* », il est précisé que si le système de C2 étaient « mis en danger », ce qui est un terme bien plus vague que neutraliser, alors « *une frappe nucléaire sera lancée automatiquement et immédiatement* ». L'objectif est évidemment de dissuader de toute frappe de décapitation, y compris conventionnelle, contre le régime et notamment son dirigeant.

Cette évolution doctrinale est une réponse directe notamment au développement par la Corée du Sud de sa stratégie dite de « *Kill Chain* » qui vise, en cas de guerre, à cibler rapidement les dirigeants nord-coréens avant qu'ils ne puissent donner l'ordre de frappes nucléaires. Si cette stratégie n'est pas nouvelle, elle a été fortement médiatisée par l'administration Yoon Suk-yeol depuis son arrivée au pouvoir au printemps 2022. Se pose également la question de la réaction des forces nucléaires, au cours d'une crise majeure, en cas de dégradation ou de défaillance des capacités de communication nord-coréennes – y compris celles qui relient le dirigeant aux commandants de l'Armée populaire coréenne...

Troisièmement, le recours à des frappes nucléaires préemptives (et non préventives comme malheureusement trop souvent écrit dans la presse généraliste) est annoncé. Dans les cinq scénarii d'emploi des armes présentés dans l'article 6 de la loi, il est explicitement mentionné qu'ils s'appliquent à des cas d'attaques lancées ou « jugées imminentes », ce qui n'était précédemment pas mentionné dans la loi de 2013. Le pays s'engage donc à recourir à ses armes nucléaires s'il considère que son arsenal est sur le point d'être menacé ou plus largement si les intérêts fondamentaux du pays sont sur le point de l'être. Si des questions se posent évidemment sur les capacités réelles du pays en matière d'alerte avancée, cette annonce renforce le risque d'erreurs en cas de fausse alerte ou d'incompréhension vis-à-vis des intentions américaines ou sud-coréenne<sup>39</sup>.

---

<sup>39</sup> Exactement le scénario imaginé dans le roman d'anticipation de Jeffrey Lewis publié en 2018, *The 2020 Commission Report on the North Korean Nuclear Attacks against the United States of America*.

**Annexe : Loi de l'Assemblée populaire suprême de la RPDC sur la politique d'État en matière de forces nucléaires, promulguée le 8 septembre 2022.**

*Selon la loi, la RPDC, en tant qu'État responsable en matière d'armes nucléaires, s'oppose à toutes les formes de guerre, y compris les guerres nucléaires, et aspire à construire un monde pacifique dans lequel la justice internationale est réalisée.*

*Les forces nucléaires de la RPDC sont un moyen puissant de défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et les intérêts fondamentaux de l'État, de prévenir une guerre dans la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est et d'assurer la stabilité stratégique mondiale.*

*Le dispositif nucléaire de la RPDC est garanti par une dissuasion nucléaire fiable, efficace et mature, une politique défensive et responsable en matière de forces nucléaires, et une stratégie flexible et ciblée d'utilisation de l'arme nucléaire capable de faire face activement à toutes les menaces nucléaires existantes et en développement à l'avenir.*

*L'effort d'ouverture de la politique de la RPDC sur les forces nucléaires et la stipulation légale de l'utilisation des armes nucléaires visent à réduire au maximum le danger d'une guerre nucléaire en empêchant les erreurs de jugement entre les États dotés d'armes nucléaires et l'utilisation abusive des armes nucléaires.*

*L'Assemblée populaire suprême de la RPDC décide ce qui suit afin de faire des forces nucléaires l'épine dorsale de la capacité de défense de l'État et de s'acquitter de leur lourde mission de manière responsable.*

**1. Mission des forces nucléaires.**

*Les forces nucléaires de la RPDC sont une force principale de la défense de l'État qui protège la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays, ainsi que la vie et la sécurité du peuple contre les menaces, les agressions et les attaques militaires extérieures.*

**1.1.** *Les forces nucléaires de la RPDC considèrent comme leur mission principale de dissuader une guerre en faisant en sorte que les forces hostiles comprennent clairement que la confrontation militaire avec la RPDC entraîne la ruine et*

*renoncent à toute tentative d'agression et d'attaque.*

**1.2.** *Les forces nucléaires de la RPDC mènent une mission opérationnelle pour repousser l'agression et l'attaque des forces hostiles, et obtenir une victoire décisive en cas d'échec de la dissuasion.*

**2. Constitution des forces nucléaires.**

*Les forces nucléaires de la RPDC sont composées de différents types de têtes nucléaires, de vecteurs, d'un système de commandement et de contrôle et de tout le personnel, l'équipement et les installations nécessaires au fonctionnement et à la modernisation du système.*

**3. Commandement et contrôle des forces nucléaires.**

**3.1.** *Les forces nucléaires de la RPDC obéissent au commandement monolithique du président des Affaires d'État de la RPDC.*

**3.2.** *Le président des Affaires d'État de la RPDC a tous les pouvoirs décisifs concernant les armes nucléaires. L'organisation de commandement des forces nucléaires d'État composée de membres nommés par le président des Affaires d'État de la RPDC assiste le président des Affaires d'État de la RPDC tout au long du processus, de la décision concernant les armes nucléaires à l'exécution.*

**3.3.** *Dans le cas où le système de commandement et de contrôle des forces nucléaires d'État est mis en danger par une attaque de forces hostiles, une frappe nucléaire sera lancée automatiquement et immédiatement pour détruire les forces hostiles, y compris l'origine de la provocation et le commandement, conformément au plan d'opération décidé à l'avance.*

**4. Exécution de la décision d'utiliser des armes nucléaires.**

*Les forces nucléaires de la RPDC exécutent immédiatement l'ordre d'utilisation des armes nucléaires.*

**5. Principe de l'utilisation des armes nucléaires.**

**5.1.** *La RPDC a pour principe fondamental d'utiliser les armes nucléaires en dernier recours pour faire face à une agression et une attaque extérieures menaçant gravement la sécurité du pays et du peuple.*



- 5.2. *La RPDC ne menace pas les États non dotés d'armes nucléaires avec ses armes nucléaires et n'utilise pas d'armes nucléaires contre eux, à moins qu'ils ne participent à l'agression ou à l'attaque contre la RPDC en collusion avec d'autres États dotés d'armes nucléaires.*
6. *Conditions d'utilisation des armes nucléaires.*  
*La RPDC peut utiliser des armes nucléaires dans les cas suivants :*
  - 6.1. *En cas d'attaque lancée par des armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive, ou jugée imminente.*
  - 6.2. *En cas d'attaque nucléaire ou non nucléaire lancée par des forces hostiles contre les dirigeants de l'État et l'organisation du commandement des forces nucléaires de l'État, ou jugée imminente.*
  - 6.3. *En cas d'attaque militaire fatale lancée contre des objets stratégiques importants de l'État, ou jugée imminente.*
  - 6.4. *Dans le cas où la nécessité d'une opération visant à empêcher l'expansion et la prolongation d'une guerre, et à prendre l'initiative dans la guerre, est jugée inévitable.*
  - 6.5. *Dans d'autres cas où une situation inévitable dans laquelle impose de faire face à une crise catastrophique pour l'existence de l'État et la sécurité de la population en devant utiliser des armes nucléaires.*
7. *Préparation régulière des forces nucléaires.*  
*Les forces nucléaires de la RPDC doivent être régulièrement prêtes à l'action de sorte que si un ordre d'utiliser des armes nucléaires est émis, elles peuvent immédiatement l'exécuter dans n'importe quelles conditions et circonstances.*
8. *Entretien, gestion et protection sûrs des armes nucléaires.*
  - 8.1. *La RPDC établit un système complet et sûr de stockage et de gestion des armes nucléaires afin de s'assurer que tous les processus tels que leur stockage et leur gestion, l'évaluation de leur durée de vie et de leur performance, ainsi que leur modernisation et leur démantèlement, sont menés conformément aux réglementations administratives et techniques et aux procédures juridiques, et garantit sa mise en œuvre.*
  - 8.2. *La RPDC prendra des mesures de protection approfondies afin d'éviter que les armes nucléaires, la technologie et les équipements concernés, et les substances nucléaires, ne fuient.*
9. *Augmentation et mise à niveau qualitatives et quantitatives des forces nucléaires.*
  - 9.1. *La RPDC évaluera constamment les menaces nucléaires extérieures et les changements dans la position des forces nucléaires internationales et améliorera et renforcera en conséquence ses forces nucléaires de manière qualitative et quantitative en réponse à ces menaces.*
  - 9.2. *La RPDC mettra régulièrement à jour sa stratégie d'utilisation des armes nucléaires en fonction des différentes situations afin de permettre à ses forces nucléaires de remplir leur mission de manière fiable.*
10. *Non-prolifération.*  
*La RPDC, en tant qu'État responsable en matière d'armes nucléaires, ne déploie pas d'armes nucléaires sur le territoire d'autres pays, ne les partage pas et ne transfère pas d'armes nucléaires, de technologies et d'équipements concernés, ni de matières nucléaires de qualité militaire.*
11. *Autres.*
  - 11.1. *La Loi de l'Assemblée populaire suprême de la RPDC « Sur la poursuite de la consolidation de la position de l'État doté d'armes nucléaires s'auto-défendant » adoptée le 1<sup>er</sup> avril 2013 est invalide.*
  - 11.2. *Les organes compétents prendront des mesures techniques pour exécuter la loi.*
  - 11.3. *Aucun des articles de la loi n'est expliqué pour restreindre ou limiter l'exercice du juste droit à l'auto-défense de la RPDC.*



## PUBLICATIONS ET SEMINAIRES

---

### 1. *Populisme et dissuasion*

Par Bruno Tertrais

Le Bulletin avait chroniqué dans son édition de février 2022 un article d'Oliver Meier et Maren Vieluf consacré aux relations entre populisme et armes nucléaires<sup>40</sup>. Dans sa dernière livraison, la *Nonproliferation Review* ouvre le débat avec les contributions de quatre experts d'horizons divers<sup>41</sup>.

Rajeswari Rajagopalan estime que la catégorisation proposée par les auteurs pose problème (prétendant, curieusement, que la Chine et le Pakistan sont gouvernés par des « nationalistes populistes », ce qui revient à étendre considérablement la définition) et, surtout, conteste l'impact de ce type de régime à la fois sur les politiques de dissuasion nucléaire (l'Inde de Narendra Modi n'a pas changé sa doctrine ou sa posture) et sur les risques de prolifération nucléaire.

Michael Cohen critique lui la pertinence même de la catégorie « nationaliste populiste », suggérant que les deux termes devraient être séparés et, surtout, que les liens entre nationalisme et dissuasion – ce que l'auteur de ces lignes avait appelé le « nationalisme nucléaire » – vont au-delà des régimes autoritaires. Il se réfère à certaines déclarations de dirigeants d'États démocratiques (Richard Nixon, Charles de Gaulle, Indira Gandhi).

Jacques Hymans, qui a beaucoup travaillé sur la question des liens entre régimes politiques et politiques nucléaires, avertit que la dénonciation du comportement des populistes dans le domaine nucléaire peut conduire à un excès de révérence envers les « complexes nucléaires » qui seraient alors perçus, à tort selon lui, comme des gardiens de la raison<sup>42</sup>. Il rappelle à juste titre que ce ne sont pas des figures « populistes », aux États-Unis, qui négligèrent la maîtrise des armements. Mais aussi qu'à l'inverse, on pourrait sous-estimer les risques nucléaires indirects du populisme (*via* la violence politique collective). Si sa démonstration mérite d'être lue, elle n'est pas exempte d'exagérations théoriques, comme par exemple lorsque l'auteur imagine qu'un dirigeant populiste pourrait être insensible à la destruction (nucléaire) par un ennemi de zones tenues par des opposants politiques...

---

<sup>40</sup> Emmanuelle Maitre, « Recension: Upsetting the nuclear order: how the rise of nationalist populism increases nuclear dangers », *Bulletin n°97, Observatoire de la dissuasion*, février 2022.

<sup>41</sup> Replies, *The Nonproliferation Review*, vol. 28, n°1-3, septembre 2022.

<sup>42</sup> Notons que contrairement à ce qu'affirmaient les auteurs, la *Nuclear Posture Review* américaine de 2018 incarnait bien davantage les vues de l'establishment que la personnalité de Donald Trump.

Enfin, Nina Tannenwald rappelle que les dirigeants nationalistes peuvent être prompts à l'excès dans les deux sens : ils peuvent certes accroître le risque d'instabilité stratégique, mais aussi, à l'inverse, négliger les périls au bénéfice de leur propre agenda personnel. Elle prend à témoin la ligne très mouvante adoptée par Donald Trump lorsqu'il était président à propos de la Corée du Nord, passant de provocations rhétoriques (2017) au déni total après sa première rencontre avec Kim Jong Un (2018). Nina Tannenwald suggère également qu'un dirigeant tel que Vladimir Poutine, dès lors qu'il n'hésite pas à justifier des actes génocidaires, aurait sans doute moins d'inhibitions que d'autres à employer l'arme nucléaire. Elle souligne enfin que ses décisions ont eu, conformément à l'hypothèse émise par les deux auteurs de l'étude initiale, un effet positif sur « l'ordre nucléaire » en renforçant la cohésion de l'Alliance atlantique.

## 2. *L'avenir de la dissuasion élargie*

Par Bruno Tertrais

Le *National Institute for Public Policy* (dirigé par Keith Payne, expert républicain connu pour ses positions très fermes sur les questions nucléaires) publie un rapport consacré à l'avenir de la dissuasion élargie dans un contexte de « *multipolarité nucléaire grandissante* »<sup>43</sup>. Ce rapport est basé sur une vingtaine d'entretiens conduits avec des experts de divers pays<sup>44</sup>. Il relève la complexité de l'exercice, chaque décision prise et chaque message envoyé. Afin de garantir la dissuasion et la réassurance dans le contexte stratégique prévisible, le rapport recommande notamment :

- De développer et d'intensifier les « *consultations de politique nucléaire* » avec les alliés non-nucléaires, ainsi que leur culture nucléaire ;
- De ne pas relâcher l'effort de recapitalisation de l'arsenal (offensif et défensif) et du complexe nucléaire, faute de quoi le « signal » envoyé aux adversaires et aux alliés (notamment en Asie) serait négatif ;
- De ne *pas* considérer comme une option préférentielle le déploiement d'armes nucléaires américaines sur le théâtre Indopacifique ;
- De déclarer caduc l'Acte Fondateur OTAN-Russie, qui limite, comme on le sait, la capacité des alliés à déployer en permanence certaines forces sur le territoire des pays d'Europe centrale et orientale, et d'envisager un rôle nucléaire pour l'aviation polonaise ;
- De compléter la dissuasion nucléaire en Europe et en Asie par un rôle accru pour les défenses antimissiles ;
- De ne *pas* aller plus loin dans la réduction du rôle des armes nucléaires dans la stratégie américaine.

---

<sup>43</sup> Michaela Dodge, « Allied Assurance and Extended Deterrence in Multipolarity », No. 534, [NIPP](#), 19 septembre 2022.

<sup>44</sup> Y compris l'auteur de ces lignes.

## CALENDRIER

---

### Prochains événements :

- **6 décembre 2022** : Arms Control and Regional Security Oral History Project, [Wilson Center](#)